

# La Tribune

## DES VOTES SOUS TENSION

**UdeS** Les étudiants en lettres et sciences humaines poursuivent la grève; leurs collègues de théologie rentrent en classe

PAGES 2 ET 3

IMACOM, FREDERIC CÔTE

**ÉTUDE SUR LE VIEILLISSEMENT**

**3000 Estriens de 45 à 85 ans sous la loupe**

Au cours des prochains jours, quelque 3000 Estriens âgés entre 45 et 85 ans seront contactés afin de participer à la plus vaste étude pancanadienne sur le vieillissement jamais entreprise à ce jour et qui s'échelonne sur une période d'au moins 20 ans. Le Centre de recherche sur le vieillissement du CSSS-IUGS est l'un des 11 sites retenus pour la collecte des données et le seul en dehors des grands centres urbains du pays, signale la chercheuse Héléne Payette (au centre), qui pilotera le projet.

PAGE 5



IMACOM, CLAUDE POULIN

**Repêchage de la LNH**  
**Le Canadien hérite de la 3<sup>e</sup> sélection**  
 PAGE 47

**Boston Pizza**  
 On aime bien pizza!.

**AILES à volonté**

**14.95\$**

Pendant tous les matchs du Canadien

**819 565-0606**

**Le luxe BMW... ACCESSIBLE!**

**BMW 323i 2011**

TRANSMISSION AUTOMATIQUE - PNEUS D'HIVER - DÉMONSTRATEUR

**RABAIS DE 7 843\$** VOTRE PRIX **34 999\$\*\***

Prolongation de la garantie de base du manufacturier jusqu'au 19 septembre 2017 ou 160 000 km\* et entretien inclus jusqu'au 19 septembre 2015 ou 80 000 km\*

**OUVERT SAMEDI**  
**Suprem Automobile**  
 Sherbrooke 819.821.9272  
 www.supremautomobile.com

\* Selon le premier des 2 termes atteint. \*\* Transport et préparation inclus. Taxes en sus. Tous rabais inclus dans le prix de vente. Offre prend fin le 30 avril 2012. Certaines conditions s'appliquent. BMW Canada inc. - BMW -, le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence. Photo à titre indicatif seulement. Véhicule ayant + ou - 8 648 km. Offre valide sur stock #A837567.

Printed and distributed by NewspaperDirect  
 www.newspaperdirect.com US Cdn \$ 1 777 350 4240 Inform: 800 458 4534  
 COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW



# L'étai se resserre pour huit cégeps

LA PRESSE CANADIENNE

**MONTRÉAL** — L'étai se resserre pour huit cégeps dont les étudiants sont toujours en grève, selon le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, qui qualifie la situation de «catastrophique».

Il a précisé hier qu'à moins d'un règlement d'ici quelques jours, l'effet domino sera inévitable pour les sessions de plusieurs cégeps de la région de Montréal, notamment ceux du Vieux-Montréal, de Saint-Laurent et de Maisonneuve.

Le mouvement étudiant n'est cependant pas près de s'essouffler, selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECO). Plusieurs votes ont été tenus hier et les cégepiens ont choisi de reconduire la grève à André Laurendeau, dans l'arrondissement LaSalle à Montréal, tout comme certains programmes à l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Chicoutimi, a plaidé le président de la FECO, Léo Bureau-Blouin.

«On est confiants que si nous tenons encore une semaine ou deux, on pourrait avoir, avec le prochain conseil des ministres, une nouvelle annonce de la part du gouvernement», a-t-il dit.

M. Beauchesne a indiqué que la gravité de la situation

varie d'un cégep à l'autre, selon le calendrier scolaire en vigueur et le nombre de semaines de débrayage.

«Sur 22 collèges où il y a un boycott de cours, on peut dire qu'il y en a 12 à 14 où la situation varie de préoccupante à très préoccupante», a soutenu M. Beauchesne, ajoutant que sur les 180 000 cégepiens, quelque 85 000 sont toujours en grève.

Du côté des universités, plus des deux tiers des étudiants suivent leurs cours normalement, et pour le tiers de grévistes restant, le retour en classe sera évalué au cas par cas, a précisé le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), Daniel Zizian.

«Déjà, des universités ont annoncé qu'il y aurait prolongation de la session compte tenu du nombre de jours de boycottage. Ce qu'on tente de faire, c'est de permettre la diplomation, et ce, sans compromis sur la qualité de la formation», a déclaré M. Zizian.

Il n'y a pas lieu, à son avis, de considérer le congé pascal comme date butoir. Il a cependant souligné que certains établissements avaient averti qu'une fois cette période passée, il leur serait plus difficile de mettre en oeuvre les mesures de rattrapage des cours.



LA PRESSE, PATRICK SANFAÇON

**Des étudiants ont perturbé hier la libre circulation à deux des accès au Port de Montréal. Le groupe d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal a été mobilisé pour les disperser.**

Quant aux menaces d'annulation de session, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a rappelé que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait elle-même déclaré le 24 mars

qu'aucune mesure de ce type n'était à prévoir.

«Elle est en train de jouer avec les administrations des cégeps et des universités, qui attendent une résolution claire de la part du ministère, mais aussi avec les étudiants, et

on demande donc à la ministre de clarifier la situation», a soutenu Mme Desjardins, ajoutant au passage qu'il était tout aussi pressant que le gouvernement s'attaque aux problèmes de financement des universités.

## La région de Québec fait bande à part

PASCALE BRETON

**MONTRÉAL** — Pendant que des votes pour la grève sont reconduits dans plusieurs associations étudiantes, principalement dans la région de Montréal, le mouvement trouve peu d'écho à Québec.

Quelque 4700 étudiants de l'Université Laval sont actuellement en grève, mais ils sont minoritaires sur le campus. Les étudiants des cycles supérieurs ont d'ailleurs choisi de rentrer en classe cette semaine.

Au collégial, aucun cégep n'a emboîté le pas du mouvement de grève. Même les élèves du

cégep de Limoilou, traditionnellement plus contestataires, se sont prononcés contre la grève générale. Ils avaient toutefois approuvé la levée des cours pour participer à la manifestation nationale du 22 mars.

«C'est vrai qu'on n'est pas en grève, mais la mobilisation est là», soutient d'ailleurs le coordonnateur de l'Association générale des étudiants du cégep de Limoilou, campus de Québec, François St-Laurent.

Comme d'autres, il est d'avis qu'une plus grande mobilisation des cégepiens et étudiants de Québec aurait peut-être changé le cours de la contestation, qui

entame maintenant à sa neuvième semaine, et fait reculer le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans.

«Si la région de Québec sort, c'est comme si un député conservateur se prononçait pour l'avortement. C'est un message très fort», croit M. St-Laurent.

Il reste du travail à faire du côté de Québec, reconnaît le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECO), Léo Bureau-Blouin. «Quand on réussit à avoir une mobilisation importante à Québec, c'est qu'il s'agit vraiment d'une mobilisation

d'envergure que nul ne peut ignorer. C'est le défi des associations étudiantes et du mouvement de contestation générale à long terme de créer quelque chose de plus fort à Québec», croit-il.

Des sondages d'opinion sur la hausse des droits de scolarité dont l'un commandé récemment par La Presse ont d'ailleurs démontré que la hausse recoste plus d'appuis dans la région de Québec.

Lors d'une assemblée générale, les étudiants en administration de l'Université Laval se sont même prononcés pour la hausse des droits de scolarité,

éclipsant du coup l'hypothétique question de la grève.

Sur plusieurs sujets d'actualité, la région de Québec s'est souvent positionnée à contre-courant, souligne pour sa part Martin Bonneau, président de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), qui représente les étudiants de premier cycle.

On a pu remarquer cette différence à quelques reprises lors des élections générales, rappelle M. Bonneau. «Le profil électoral de la région de Québec a toujours été bien distinct. Est-ce que ça explique ce qui se passe? Je ne sais pas.» (La Presse)

2 La Tribune - Sherbrooke mercredi 11 avril 2012

### La Tribune

**ADRESSE**  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

**RÉDACTION:** 819 564-5454  
redaction@latribune.qc.ca /  
télé. 819 564-8098

**PUBLICITÉ:** 819 564-5450 /  
télé. 819 564-5482

**ANNONCES CLASSÉES:**  
819 564-2222  
télé. 819 564-5482

**ABONNEMENTS:** 819 564-5466  
1 800 567-6955

www.latribune.qc.ca



### SOMMAIRE

Annonces classées	<b>30 à 37</b>
Arts et spectacles	<b>25 à 28</b>
Décès	<b>38 et 39</b>
Économie	<b>21 à 23</b>
Horoscope	<b>34</b>
Loterie	<b>12</b>
Monde	<b>20</b>
Mots croisés	<b>34</b>
Opinions	<b>14</b>
Sports	<b>41 à 47</b>

### MÉTÉO

ElysaBeth, 7 ans  
École Champlain



AUJOURD'HUI



PLUIE

MAX.: 9° MIN.: 3°

Lever du soleil: 6 h 09  
Coucher du soleil: 19 h 29

JEUDI

soleil et nuages, max.: 11° min.: 4°

VENDREDI

ensoleillé, max.: 12° min.: -6°

Une nouvelle  
à nous  
communiquer...

819 564-5454

LE CLIN D'OEIL DE  
STÉPHANE LAPORTE

Rouge FM songe à poursuivre  
les étudiants pour l'utilisation de  
leur couleur.



# Deux votes sur fond d'inquiétude

UdeS > Lettres et sciences humaines persistent, théologie et études religieuses renoncent



ISABELLE  
PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — Alors que la grève a atteint un seuil critique dans la province, les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont reconduit la grève générale jusqu'à lundi prochain, moment où ils devront retourner en assemblée générale. Pour leur part, les étudiants de théologie et d'études religieuses ont choisi de retourner en classe à compter de demain.

Ils ont mis fin à la grève hier en fin de journée, au cours d'une séance qui a réuni 28 personnes, sur une possibilité de 134. Les étudiants de la faculté de théologie et d'études religieuses étaient en grève depuis le 15 mars. Les personnes présentes ont pu s'exprimer par scrutin secret.

À la faculté des lettres et sciences humaines, l'assemblée s'est déroulée sur fond d'inquiétude. Plusieurs étudiants ont dit craindre pour leur session et pour le déroulement de leur stage.

Les étudiants ont voté à 63 % en faveur de la reconduction de la grève. Sur les quelque 842 votants, 529 personnes ont voté pour la reconduction de la grève, tandis que 296 se sont prononcées contre et 17 personnes se sont abstenues. Le vote s'est déroulé à main levée, et un recomptage a été demandé. A



Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines ont reconduit le boycott des cours, hier, en assemblée générale.

première vue, il était difficile de deviner l'issue du vote. Un vote secret a été demandé, mais la proposition a été rejetée.

Selon la proposition adoptée hier, les quelque 2000 étudiants de lettres et sciences humaines pourraient retourner en assemblée générale « dans les 48 h ouvrables » à la suite d'une proposition de la ministre.

La semaine dernière, la direction de l'UdeS a annoncé que des mesures de rattrapage ne pourraient être mises en place que si les étudiants retournaient en classe le 10 avril... soit hier. « Après cette date, les contraintes liées à la disponibilité des

ressources humaines et matérielles nécessaires et au chevauchement des trimestres pourraient rendre tout rattrapage impossible », a alors fait valoir l'UdeS. Cette sortie a été perçue comme une menace par plusieurs associations étudiantes.

La direction de l'institution n'a pas voulu commenter les résultats hier, indiquant qu'elle préférerait avoir un portrait global de la situation. Les étudiants de la faculté d'éducation doivent de nouveau se prononcer sur la question vendredi. Des milliers d'étudiants sont toujours en grève sur le campus.

Coordonnatrice à

l'AGEFLESH, Isabelle Houle croit que l'issue du scrutin a sans doute exprimé les craintes des membres, puisque le vote a été plus mitigé. Il montre aussi que les membres sont prêts à faire ce qu'il faut pour lutter contre la hausse des droits, estime-t-elle.

Avant la tenue du vote, les étudiants ont été invités à se faire entendre au micro.

« L'ensemble du Québec regarde les assemblées générales de reconduction pour savoir si les étudiants auront le courage de leurs convictions », a fait valoir un étudiant qui invitait ses camarades à tenir bon dans leur lutte à la hausse des droits de scolarité.

« Aujourd'hui, je vous invite à ne pas vous fier à la peur (...) Je vous invite à mener le combat jusqu'au bout », a-t-on également entendu. Un autre a souligné qu'arrêter ces moyens de pression était l'équivalent de s'infliger une défaite.

## Autres sons de cloche

D'autres ont plaidé pour la fin des hostilités et le retour en classe. « On a atteint le seuil de ce qu'on pouvait aller chercher. Pourquoi tout le monde ne pourrait pas ressortir gagnant? Pourquoi ne pas retourner en cours et pourquoi ne pas continuer à manifester, quitte à trouver d'autres moyens pour se faire entendre? » a fait valoir une étudiante. « Qu'avez-vous comme solution pour moi et pour les centaines d'autres qui doivent aller en stage et qui ne pourront pas continuer à aller aux cours parce qu'on va travailler 40 heures par semaine? » « On peut être contre la hausse... et contre la grève », a plaidé un autre membre de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH).

Dans cette faculté, la grève a commencé le 5 mars. Les étudiants entament leur sixième semaine de boycott.

Les étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communications de l'UdeS ont aussi reconduit la grève générale illimitée hier. Selon la proposition adoptée, ils demeureront en grève jusqu'à ce que le gouvernement fasse une nouvelle proposition sur les droits de scolarité.

## Les bureaux du ministère du Développement durable envahis

**SHERBROOKE** — Les opposants à la hausse des droits de scolarité ont poursuivi leurs actions de visibilité, hier, à l'aube d'une semaine cruciale dans les cégeps et les universités de la province.

Hier matin, une soixantaine d'étudiants du Cégep de Sherbrooke ont envahi les bureaux du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), situés sur la rue Goretti à Sherbrooke. Les employés du Ministère se trouvaient déjà à l'intérieur lorsque les grévistes sont arrivés.

Les étudiants ont notamment distribué de l'information et se sont promenés dans l'édifice. Après avoir reçu un avis d'éviction, les jeunes manifestants ont quitté les lieux. Les bureaux du MDDEP regroupent des employés du Ministère et de la Direction de la protection de la faune, soit environ une cinquantaine de travailleurs. Les membres du groupe sont restés moins d'une heure. L'action s'est déroulée de façon pacifique.

« À coup de bannières déployées, de carrés rouges



Une soixantaine d'étudiants du Cégep de Sherbrooke ont pris d'assaut hier les bureaux régionaux du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), situés sur la rue Goretti à Sherbrooke.

et de tracts, on ne se fait pas entendre », a fait valoir Olivier Mercier, responsable des affaires externes à l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS). On est rendu à perturber. Aujourd'hui, on a haussé le ton. » Les étudiants du Cégep de Sherbrooke sont de nouveau conviés en assemblée générale, ce matin. Les quelque 5900 étudiants sont en grève depuis le

1<sup>er</sup> mars. Dans cette institution également, le boycott commence à être problématique : la session d'été a déjà été retardée. Le contrat des professeurs se termine le 15 juin prochain.

Le mouvement Estrie contre la hausse a tenu une journée de réflexion intitulée « L'éducation dans la rue ». Des professeurs du Cégep de Sherbrooke et de l'UdeS ont notamment proposé

des réflexions sur des enjeux comme l'endettement étudiant et le remboursement proportionnel au revenu. Estrie contre la hausse regroupe tant des professeurs, des citoyens que des politiciens. La semaine dernière, le mouvement a proposé au gouvernement un moratoire sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'états généraux sur l'éducation postsecondaire. Rappelons que Québec a annoncé pour sa part une bonification de son programme de prêts et bourses, la semaine dernière. Québec souhaite aussi instaurer un régime

de remboursement proportionnel au revenu. Les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ pendant cinq ans à compter de 2012, passant ainsi de 2168 \$ à 3793 \$ sur cinq ans.

Une conférence et une activité de réflexion ont aussi été organisées par l'Association des étudiants de maîtrise et de doctorat en histoire de l'UdeS et par l'AECS. Des étudiants ont aussi distribué des tracts et brandi les pancartes tôt en matinée sur le boulevard de l'Université, à proximité du campus principal.

— Isabelle Pion

BRASSERIE  
LAC  
BROMPTON

UNKNOWN  
TRIBUTE

12 au 14 avril

**JEUDIS DES DAMES**  
crevettes à **2,99\$** à partir de 16h

310, Côte de l'Artiste, St-Denis de Brompton 819-846-6226





# La Tribune

## CHAREST SONNE

IMACOM, JESSICA GARNEAU

# LA FIN DE LA RÉCRÉATION

> Les étudiants du Cégep gardent le cap > Beauchamp appelle la reprise des cours PAGES 2 À 5



### VORACEK COURONNE

LA REMONTÉE DES FLYERS PAGE 39



### RELANCE DE L'AÉROPORT

Un rendez-vous  
historique, estime  
Sévigny PAGE 6

### Braquage de domicile à Canton de Cleveland

La prison pour  
trois danseuses  
PAGE 7

**SAIL EXP**  
L'ART DE LA PÊCHE

Importations  
Italiennes  
en EXCLUSIVITÉ

Boutique  
*Rejan Mode*

134, rue Wellington Nord  
www.rejanmode.com

## LES NOUVEAUTÉS SONT ARRIVÉS

**D5100 / 18-55mm VR**  
**739.99\$**  
rabais de 50\$

**Coolpix P510**  
**429.99\$**  
rabais de 20\$

**Coolpix S9200**  
**319.99\$**  
rabais de 30\$

**ZONE IMAGE ESTRIE**  
TOTALEMENT PHOTO  
**ZONEIMAGEESTRIE.COM**

1306, rue King Ouest  
Sherbrooke QC J1J 2B6  
Tél. : 819.565.0000



# Les étudiants ne fléchissent pas

La direction du Cégep jongle avec tous les scénarios



ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — Même si le sort de leur session est de plus en plus incertain, les étudiants du Cégep de Sherbrooke n'ont pas fléchi. Ils ont voté à 56 %,

hier, pour la reconduction de la grève jusqu'au vendredi 20 avril. La direction du Cégep, pour sa part, n'écarte aucun scénario, pas même le report de la session d'automne.

Le responsable des affaires externes à l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Olivier Mercier, estime que les membres ont résisté malgré la « campagne de peur ». Jusqu'ici, il s'agit de

l'assemblée générale la plus fréquentée : 2252 personnes ont voté. Cinquante-six pour cent ont opté pour la poursuite de la grève et 43 % contre. On enregistre 1 % d'absentéon.

La tension était palpable, hier, au cours de l'assemblée générale, qui a duré plusieurs heures. « Est-ce qu'on peut retourner à nos cours et mettre le gouvernement dehors? La fin de la grève ne signifie pas la fin

de la mobilisation », a plaidé une étudiante. Un trio rencontré sur le campus a décidé de quitter lorsqu'il a vu que les étudiants optaient pour deux jours de grève de plus qu'à l'habitude. Les étudiants ne se faisaient plus d'illusions : la grève allait se poursuivre. Daniel Sale-Ménard, étudiant en électronique, a plusieurs préoccupations, dont l'échéance de son bail et son travail.

La proposition de reconduire la grève pour sept jours plutôt que cinq en a choqué plusieurs. Les propos d'un étudiant qui disait avoir besoin de se préparer au retour n'a pas tardé à faire réagir. « Je peux difficilement concevoir qu'après tant de jours de grève, vous ayez besoin d'autant de jours pour vous préparer », a déploré une étudiante. « L'assemblée est dirigée par des gens qui ont un parti-pris pour la cause. Tout le monde est écoeuré de venir ici en assemblée », a lancé un étudiant. « À ce stade, je crains que le mouvement s'essouffle et qu'on perde notre session étant donné qu'il y a de moins en moins d'étudiants en grève (...) Étrangement, j'ai hâte d'aller à l'école », a commenté Elisabeth, une étudiante interrogée à l'issue du scrutin.

Mais il y avait aussi les irréductibles, qui entendent tenir tête au gouvernement Charest. « Ne vous laissez pas bernier par les mots que le gouvernement utilise », a commenté une étudiante, qui a reproché à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, de traiter les étudiants comme des enfants. Le mouvement étudiant a aussi eu le support de l'ancien principal de l'Université Bishop's, Robert Poupart, qui l'encourage à poursuivre sa lutte (voir autre texte).

Le 20 avril, la grève en sera à son 29<sup>e</sup> jour sur ce campus sherbrookoïse, ce qui dépasse les journées de boycott vécues en 2005 (environ 21 jours). Interrogée sur la suite des choses, la conseillère en communication Marie-Claude Dupoy a précisé qu'une rencontre est prévue aujourd'hui entre la direction et le syndicat du personnel enseignant (SPECS). Pour le moment, la session d'été est reportée, mais elle n'est pas annulée. « On est dans une situation très préoccupante (...) Ça devient très difficile de concentrer le nombre de cours prévus à la session (82 jours). » La direction doit aussi tenir compte de la période de vacances des professeurs, qui commence autour du 15 juin.

## ROBERT POUPART APPELLE CHAREST AU DIALOGUE

# « Pourquoi endetter les étudiants ? »

**SHERBROOKE** — Le gouvernement Charest devrait d'abord récupérer des millions \$ en luttant contre la corruption plutôt qu'en se tournant vers les étudiants, estime l'ancien principal de l'Université Bishop's, Robert Poupart. Venu encourager les jeunes à poursuivre leur lutte hier lors de l'assemblée générale au Cégep de Sherbrooke, M. Poupart ne comprend pas pourquoi Québec s'obstine à vouloir endetter les étudiants.

« Pourquoi endetter quelqu'un s'il va rapporter plus à l'État? »

M. Poupart était l'un des invités à l'assemblée générale des étudiants du Cégep de Sherbrooke. L'ancien principal a déjà annoncé ses couleurs, entre autres la semaine dernière en prenant part à une activité organisée par le mouvement Estrie contre la hausse.

À ses yeux, le concept de « juste part » utilisé par le gouvernement Charest ne s'applique pas. Les étudiants, une fois diplômés, gagneront des revenus plus importants et contribueront davantage en impôts. « Pourquoi endetter quelqu'un s'il va rapporter plus à l'État? » Il



IMACOM, JESSICA GARNEAU

L'ancien principal de Bishop's Robert Poupart a pris la parole lors de l'assemblée générale des étudiants du Cégep de Sherbrooke, hier. Il dit ne pas comprendre pourquoi le gouvernement s'obstine à vouloir endetter les étudiants.

lance aussi une autre question : si le gouvernement ouvre la porte à l'augmentation des droits de scolarité auprès des étudiants universitaires qui sont appelés à gagner davantage au cours de leur vie, qu'en sera-t-il alors pour les étudiants de techniques qui obtiendront dans certains cas un meilleur salaire? « On va se tourner vers eux et établir les droits de scolarité en fonction

des revenus anticipés? Ça n'a pas de bon sens. »

En entrevue en marge de son discours, M. Poupart a rappelé les dollars perdus dans la corruption de l'industrie de la construction en citant le rapport Duchesneau. « Savez-vous les milliards que ça peut représenter? » « Pourquoi endetter les étudiants? Je ne comprends pas. » A force d'avoir peur d'avoir

l'air de reculer, le gouvernement Charest refuse d'avancer, a répété M. Poupart. « Il faut revoir le financement des universités. On sait qu'on a un problème de financement. On a l'occasion d'en parler, et on refuse. » L'ancien principal l'admet : il a déjà été en faveur de la hausse des droits de scolarité, mais il a changé d'idée.

— Isabelle Pion

2 La Tribune - Sherbrooke jeudi 12 avril 2012

### La Tribune

**ADRESSE**  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8  
**RÉDACTION**: 819 564-5454  
redaction@latribune.qc.ca /  
télé. 819 564-8098  
**PUBLICITÉ**: 819 564-5450 /  
télé. 819 564-5482  
**ANNONCES CLASSÉES**:  
819 564-2222  
télé. 819 564-5482  
**ABONNEMENTS**: 819 564-5466  
1 800 567-6955  
www.latribune.qc.ca



### SOMMAIRE

Annonces classées	<b>24 à 30</b>
Arts et spectacles	<b>19 et 20</b>
Décès	<b>30 et 33</b>
Économie	<b>17 et 18</b>
Horoscope	<b>26</b>
Loterie	<b>20</b>
Monde	<b>14</b>
Mots croisés	<b>26</b>
Opinions	<b>10</b>
Sports	<b>34 à 39</b>

### MÉTÉO

Alexy, 7 ans  
École Champlain



**AUJOURD'HUI**  
**GÉNÉRALEMENT NUAGEUX**  
**MAX.: 10° MIN.: -6°**  
Lever du soleil: 6 h 07  
Coucher du soleil: 19 h 31

**VENDREDI**  
ensoleillé, max.: 13° min.: -6°

**SAMEDI**  
ensoleillé, max.: 16° min.: -1°

SI VOUS AVEZ UNE INFORMATION À COMMUNIQUER À NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES, ÉCRIVEZ À redaction@latribune.qc.ca OU APPELEZ AU 819 564-5454

**Les nouvelles de l'heure...**  
latribune.qc.ca

### LE CLIN D'OEIL DE STÉPHANE LAPORTE

On sait maintenant ce que signifie le F dans F-35.



# Charest: l'intimidation doit cesser

JOCELYNE RICHER ET  
ALEXANDRE ROBILLARD  
LA PRESSE CANADIENNE

**QUÉBEC** — Le premier ministre Jean Charest sonne la fin de la récréation. Il affirme que toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant doit cesser et que personne ne doit empêcher les étudiants de cégep et d'université de retourner en classe.

Depuis Sao Paulo, au Brésil, M. Charest s'est même risqué à comparer la situation qui prévaut lors des votes pris par les étudiants au climat d'intimidation qui règne dans l'industrie de la construction.

« On ne doit pas céder le pas à l'intimidation », a dit le premier ministre en point de presse, en marge de la mission à caractère économique à laquelle il participe au Brésil.

Sinon, s'est-il demandé, « dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier? »

Il a ajouté que le Québec venait de faire « un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs », dans un autre secteur d'activité.

La semaine dernière, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait exhorté les étudiants à procéder par vote secret lors des votes de grève à reprendre, précisément pour éviter que certains se sentent contraints de suivre le mouvement de boycott des cours, qui dure depuis plus de deux mois, mettant chaque jour davantage en péril la session en cours.

## Appel à la reprise des cours

Hier, la ministre Beauchamp a tapé le clou, s'adressant cette fois aux directions des universités et des cégeps, pour leur dire qu'elles devaient « tout mettre en oeuvre » pour que les étudiants désirant suivre leurs cours puissent le faire sans problème.

Dans cet esprit, elle a dit appuyer le Collège de Valleyfield, qui a décidé de forcer le retour en classe dès aujourd'hui, même si une majorité des étudiants s'est prononcée en faveur du boycott.



LA TRIBUNE, ARCHIVES

**La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a demandé hier aux directions des universités et des cégeps de « tout mettre en oeuvre » pour que les étudiants désirant suivre leurs cours puissent le faire sans problème.**

Le message de la ministre est clair: les cours doivent se donner, qu'il y ait vote en faveur de la grève ou pas, point.

Dans un climat de confrontation, le ton a donc monté d'un cran, hier, entre le gouvernement et le mouvement étudiant.

Actuellement, 35 pour cent des étudiants, environ 178 000 jeunes, sont toujours dans la rue, tandis que les 65 autres pour cent poursuivent leurs cours comme avant le déclenchement du boycott.

Car il faut bien parler de boycott et non de grève, a insisté le premier ministre Charest, puisque le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants.

Les leaders du mouvement étudiant devront donc accepter que les étudiants poursuivent leur session « sans qu'on cherche à les bloquer dans leur droit le plus strict d'obtenir une éducation », a ajouté le premier ministre.

Selon la ministre Beauchamp, à ce stade-ci, la situation est devenue très préoccupante quand on pense aux délais requis pour récupérer le temps perdu d'ici la fin de l'été, compte tenu des conventions collectives des enseignants.

Il n'est toujours pas question, pour le gouvernement, de reculer sur le fond: les hausses des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans vont s'appliquer.

« Dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier? »

## « Couper dans le gras »

Pendant ce temps, hier, des leaders étudiants ont proposé une série de mesures pour « couper dans le gras » des budgets des universités, afin d'éviter cette hausse des droits de scolarité.

En conférence de presse, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECO) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités.

Ils proposent notamment de geler pendant cinq ans les fonds liés à l'informatique, aux communications, à l'administration et aux investissements immobiliers.

« Lorsqu'on gèle ces fonds, on se rend compte qu'on fait des économies qui nous permettent de réinvestir notamment au niveau de la recherche et de l'enseignement qui sont les éléments fondamentaux des universités », a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les fédérations étudiantes demandent également une diminution des salaires des

recteurs des universités, et réclament des coupes dans les budgets liés au personnel de gestion.

Ces différentes mesures permettraient de dégager un surplus supérieur à ce que représenterait la hausse des droits de scolarité, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des Québécois, selon eux.

Pour accroître la pression sur le gouvernement, les manifestations se poursuivent.

Les étudiants avaient prévu tenir 12 manifestations en 12 heures, hier.

En matinée, à Montréal, ils se sont pointés à divers endroits au centre-ville.

Tôt en matinée, plusieurs dizaines d'étudiants s'étaient massés devant l'immeuble de la Banque Nationale sur la rue de la Gauchetière Ouest pour en bloquer l'accès. Les policiers ont eu recours à du gaz irritant pour disperser les manifestants. Un homme de 23 ans a

été arrêté sur les lieux par voies de fait à l'endroit d'un policier. Un autre manifestant a été blessé à la cheville en quittant les lieux à la course.

Une dame, qui a été victime d'un malaise à l'intérieur de l'immeuble, avait dû attendre que les policiers libèrent l'entrée de l'édifice avant d'être prise en charge par Urgences Santé.

Un peu plus tard dans la journée, des étudiants ont tenté de pénétrer à l'intérieur d'un édifice à bureaux sis aux intersections de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque. Un agent de sécurité, qui a tenté de leur bloquer l'accès, a été bousculé par les étudiants et a subi des blessures mineures. Celui-ci a déposé une plainte auprès du SPVM.

Des étudiants ont également tenu des manifestations à Québec. Des succursales de la CIBC et de la Banque Nationale ont été occupées en matinée.

## NOUVEAU DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL



## Habitez le Golf

30 terrains prêts à construire

Réservez maintenant

[www.domainelongchamp.com](http://www.domainelongchamp.com)

Samuel: 819-349-6604

4 jours **CHOIX**

JUSQU'À DIMANCHE

chez Élite Chrysler Jeep Dodge Ram.

Plus de **400** véhicules neufs et d'occasion.



JSC144  
**CHRYSLER 200 LX 2012** **17 595\$**

Tous rabais inclus. Taxes en sus.



D56L41 23A AGR  
**DODGE RAM SXT 2012 4X4** **24 995\$**

Tous rabais inclus. Taxes en sus.



JK.L 72 23B  
**JEEP WRANGLER 2012** **19 995\$**

Tous rabais inclus. Taxes en sus.

**Élite**

Chrysler Jeep Dodge Ram

6138, chemin de Saint-Élie, Sherbrooke

Tél. : 819 564-1122

[www.elitechrysler.com](http://www.elitechrysler.com)

Printed and distributed by NewspaperDirect  
[www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com) USCS# 177302430 Internet: 800.834.5344  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW



# L'UdeS se prépare à étirer la session

ISABELLE PION

isabelle.pion@atribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — La prolongation du trimestre semble maintenant inévitable pour mettre en place des mesures de rattrapage dans certaines facultés, soutient la direction de l'Université de Sherbrooke. L'institution a entamé des pourparlers avec ses syndicats pour la suite des choses.

À l'heure actuelle, les étudiants des facultés d'éducation physique et sportive, d'éducation et de lettres et sciences humaines boycottent toujours leurs cours pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Sans connaître la date de retour en classe, l'UdeS doit donc encore jongler avec beaucoup d'inconnues. D'autres assemblées générales sont prévues cette semaine, dont à la faculté d'éducation physique et sportive aujourd'hui, et à la faculté d'éducation demain.

Mardi, les quelque 2000 étudiants de lettres et sciences humaines ont reconduit la grève, tout comme les étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communications, qui sont environ 280. Plus de 600 étudiants rentrent cependant au bercail : outre la faculté de théologie et d'études religieuses, des étudiants en environnement ont aussi opté pour la reprise des cours.

La direction de l'UdeS devait faire le point sur les mesures de rattrapage hier, lors d'une réunion prévue avec tous les doyens. Évidemment, la situation est moins problématique dans les facultés où le boycott des cours a duré moins longtemps. À la faculté de théologie et d'études religieuses, par exemple, les étudiants étaient en grève depuis le 15 mars. En lettres et sciences humaines, ce moyen de pression a commencé le 5 mars dernier. Les étudiants en sont à leur sixième semaine de grève.

« Ça va quand même être du cas par cas. On a encore des inconnues, comme la disponibilité des chargés de cours et des professeurs. On est actuellement en discussion avec les syndicats », explique la vice-rectrice aux études de l'UdeS, Lucie Laflamme. « On a encore des inconnues, la principale étant la date de rentrée des étudiants. » Parmi les hypothèses soulevées, l'UdeS étudie la possibilité de mettre des mentions « incomplet » sur certains bulletins.

La semaine dernière, la direction de l'UdeS a fait valoir que des mesures de rattrapage pourraient être mises en place dans les facultés touchées par la grève si les étudiants rentraient le 10 avril, soit mardi passé. L'option d'une annulation de cours n'était pas sur la table. La direction de l'UdeS a préféré ne pas commenter mardi les résultats des votes, préférant attendre avoir un portrait plus global de la situation.



Lucie Laflamme vice-rectrice aux études à l'Université de Sherbrooke

Alors que la direction du Collège de Valleyfield a ordonné aux étudiants de rentrer en classe, cette option n'est pas envisagée à l'UdeS. Le Cégep de Sherbrooke a

aussi écarté ce scénario. « On n'a pas l'intention de forcer la reprise des cours. On veut garder cette bonne relation-là... » assure Marie-Claude Dupuy, conseillère en communication au Cégep de Sherbrooke. Le président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS), Steve McKay, a dit trouver « extrêmement troublant » les propos de la ministre Beauchamp, qui a réitéré que les institutions doivent offrir les cours normalement. M. Charest en a rajouté un peu plus tard dans la journée (voir autre texte en page 3). M. McKay souligne qu'encore en début de semaine, il n'était pas question d'annuler la session au Cégep. Les jours qui s'accroissent rendent cependant la situation complexe. Il dit trouver exemplaire l'attitude de la direction, qui n'a pas tenté de contraindre les étudiants de rentrer d'aucune façon que ce soit, alors que c'est pourtant le cas ailleurs.

## Manifestations en boucle à Montréal



LA PRESSE, ANDRÉ PICHETTE

Les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité prévoyaient tenir douze manifestations en douze heures, hier, à Montréal. Les étudiants se retrouvaient au Square Victoria. De là, un groupe quittait toutes les heures pour mener une manifestation spontanée dans les rues de la métropole. Les marches ont mené les étudiants à plusieurs lieux névralgiques de la ville, de l'aube jusqu'aux environs de 19h. En matinée, des actions de perturbation s'étaient notamment déroulées sur le pont Viau, à l'édifice Loto-Québec, au campus de l'Université McGill, au magasin La Baie de la rue Sainte-Catherine et au complexe Desjardins (photo).

## Appel du pied des infirmières

PATRICE BERGERON

LA PRESSE CANADIENNE

**QUÉBEC** — Les hôpitaux pourraient bien manquer de personnel cet été si la grève étudiante perdure.

C'est ce que déplore le syndicat des infirmières qui exhorte le gouvernement Charest à agir « rapidement de façon responsable » pour régler la crise à la satisfaction des grévistes.

Le gouvernement « court un risque », celui d'être en pénurie

de main-d'œuvre dans les hôpitaux, a martelé la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIO), Régine Laurent, dans une entrevue récente à *La Presse Canadienne*.

Elle estime la cohorte annuelle habituelle de finissantes entre 1000 et 1200. Elle soutient que si rien n'est fait, les établissements du réseau seront privés de plusieurs centaines de finissantes, mais également des externes, des étudiantes de deuxième année qui gagnent

une expérience essentielle en milieu de travail.

« Elles sont tout aussi importantes que les finissantes, et cela permet aux établissements de les fidéliser, de les retenir quand elles finiront leurs études », a-t-elle indiqué.

Elle a rappelé que son syndicat en conseil fédéral avait récemment réitéré son « appui à la lutte étudiante », même si ses membres pourraient être affectés par le manque de relève à courte échéance.

## AU CÉGEP DE DRUMMONDVILLE

# La direction met la table pour un retour

YANICK POISSON

ypoisson@atribune.qc.ca

**DRUMMONDVILLE** — Vu la force grandissante du mouvement favorisant le retour en classe, la direction du Cégep de Drummondville est à mettre sur pied un plan de reprise des activités. Plus de six semaines après le début de la grève, on sait d'ores et déjà que le conflit aura des répercussions dramatiques sur certains étudiants, quelques-uns manqueront de ressources financières, d'autres de temps pour bien assimiler la matière.

« Nous nous sommes donnés comme mandat de ne pas nous ingérer dans les décisions des étudiants, mais nous ne sommes pas indifférents pour autant. En tout temps, nous voulons nous assurer de la sécurité et de l'intégrité physique de nos étudiants », a affirmé le porte-parole de l'établissement Dominic Villeneuve.

Si les étudiants votent pour un retour en classe demain, en assemblée générale, la session d'hiver se déroulera à un rythme accéléré jusqu'au 14 juin, fin de la période de disponibilité des enseignants. Or, le programme de prêts et bourses du gouvernement du Québec a comme date de péremption le 25 mai, date de fin de trimestre annoncée s'il n'y avait pas eu de conflit.

Afin de pallier cette situation, la direction du Cégep a entamé des discussions avec différents partenaires afin que l'on rende disponibles les

fonds nécessaires aux jeunes dans le besoin. Ce programme de prêt viendra s'ajouter à celui prévu par le Ministère.

« Il y en a qui habitent chez leurs parents alors que d'autres viennent de l'extérieur. Nous mettrons des balises en place afin de cibler les étudiants qui en ont le plus besoin. Les fonds seront évidemment limités », a expliqué le porte-parole.

Pour ce qui est des problèmes d'apprentissage, M. Villeneuve a confirmé que les cours se donneront de façon accélérée lors de la reprise et même de soir. Bien qu'on n'ait pas encore de mesure concrète à annoncer, on offrira un encadrement supplémentaire aux élèves ayant plus de difficulté à assimiler.

« Ce sera une solution à géométrie variable, créative et innovante en lien avec nos obligations légales et les conventions collectives existantes. En 2005, nous avons connu cinq semaines de grève, alors il y a une expertise, a-t-il signifié.

S'ils ne veulent pas perdre leur session, les étudiants du Cégep de Drummondville devront se manifester rapidement pour un retour en classe, insiste M. Villeneuve, en ajoutant que cette semaine est cruciale et que le vote de vendredi pourrait faire la différence.

« C'est préoccupant, car nous n'avons pas une grande marge de manœuvre. Plus ça va aller et plus ce sera difficile de mettre tous les cours à l'horaire », a-t-il conclu.



# Deux frères, un combat



LUC  
LAROCHELLE  
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Dès le lendemain de la manifestation dite historique du 22 mars, à Montréal, les frères Philippe et Étienne Gravel ont canalisé leur frénésie d'étudiants contestataires dans l'écriture.

« Nous nous enthousiasmons à l'idée que ce mouvement étudiant propulse la question des frais de scolarité universitaires à l'avant-plan du débat public. Notre optimisme se transforme néanmoins en désappointement lorsque nous constatons à quel point les négociations entre les associations étudiantes et le gouvernement sont laborieuses. Il faut un dialogue pour sortir de l'impasse », exprimaient-ils comme préoccupation dans un texte d'opinion cosigné qu'ils destinaient à *La Tribune* ainsi qu'aux grands quotidiens nationaux.

Leur lettre s'est noyée dans la mer des lecteurs sollicitant le droit de parole. Leurs voix se sont fondues dans la masse des intervenants. Les frères Gravel sont sortis de l'anonymat comme blogueurs sur la page du *Huffington Post* : « Un compromis est possible! » ont-ils clamé.

Catastrophe! Presque 20 jours se sont écoulés, et il

n'y a même pas lueur d'un dialogue. Pas un seul caillou qui pourrait baliser la voie d'un compromis.

« Oui, j'ai encore voté pour. Avec ce qu'il me reste d'espoir que nous saurons être assez intelligents pour proposer des concessions. »

« Je n'ai pas peur des menaces comme de ce que je vois. Au cours de la plénière, à part les inquiétudes de certains, que des appels à la résistance. Encore cette conviction profonde que le gouvernement va poser le genou à terre. Toujours l'illusion que nous sommes sur le point de gagner alors que nous n'avons jamais été aussi près de perdre », retient Philippe Gravel de son assemblée de cégepiens d'hier.

Philippe a pourtant voté pour le prolongement de la grève, lui qui était réfractaire

à engager le combat le 1<sup>er</sup> mars dernier.

« Au fil des semaines, le message de solidarité est venu me chercher. Oui, j'ai encore voté pour. Avec ce qu'il me reste d'espoir que nous saurons être assez intelligents pour proposer des concessions au lieu de continuer à tout risquer dans un duel avec le gouvernement ».

Philippe Gravel, 17 ans, est étudiant de première année en sciences humaines ; profil administration au Cégep de Sherbrooke. Son aîné, Étienne, 20 ans, complète sa première année en génie civil à l'Université de Sherbrooke, dans une faculté où la grève a été symbolique et minimale : seulement deux jours dont un, pour se joindre à la marche du 4 avril devant le bureau de circonscription de Jean Charest.

Les Gravel habitent la maison familiale à Magog. Les revenus de leurs parents les disqualifient du programme de prêts et bourses, même avec les règles assouplies par Québec. « Philippe et moi pouvons compter sur le soutien de nos parents. Nous pourrions nous en balancer de la grève. Personnellement, je ne risque absolument rien. Mais je refuse d'ignorer ce qui se passe. Faut s'impliquer, militer, avancer des idées, ce que je n'avais jamais fait auparavant. Cette bataille nous a sortis de la routine, de nos études et des statistiques de hockey! », raconte à son tour Étienne.

Ce dernier n'a pas plus que son frangin le sentiment que la



IMACOM, CLAUDE POULIN

Les frères Étienne et Philippe Gravel, de Magog, sont solidaires du mouvement de résistance des étudiants mais craignent qu'il ne mène nulle part. L'un poursuit ses cours en génie civil à l'Université, l'autre, sa grève au Cégep, et les deux unissent leurs voix pour appeler aux compromis.

contestation n'a été que perte de temps et d'énergie pour les étudiants.

« Par contre, nous en sommes au point d'évaluer notre rapport de force avec une certaine humilité. D'admettre que nous devons effectuer un pas en arrière sans interpréter cela comme une défaite. Il nous faut regagner l'appui de l'opinion publique. Les gens en ont marre des coups d'éclat, des perturbations et des gestes de délinquance même si ces derniers n'ont été qu'isolés. Les étudiants ne peuvent pas passer l'année dans la rue à revendiquer. Cela se retourne peu à peu contre nous », poursuit l'ingénieur en devenir s'employant déjà à construire des ponts.

Les frères Gravel concluaient

ainsi leur lettre du 23 mars :

« Nous sommes persuadés que plusieurs étudiants et citoyens du Québec se reconnaîtront dans notre position qui se veut conciliante. De ce conflit ne doit sortir ni vainqueur ni vaincu. Qu'un seul gagnant : l'ensemble de la société québécoise ».

Il s'est écoulé presque 20 jours sans que rien de ce qu'espérait Philippe et Étienne Gravel se passe.

Il ne reste que quelques tics-tacs avant que le réveil ne soit décevant et brutal. Réitérer ses positions ne mène plus à rien, faut trouver une façon de les assouplir.

Ce n'est plus moi, simple observateur, qui vous le dit. Ce sont deux de vos valeureux sympathisants.

## Hamad interpellé au Brésil

ALEXANDRE ROBILLARD  
LA PRESSE CANADIENNE

SAO PAULO, BRÉSIL — Le conflit sur la hausse des droits de scolarité a rejoint le gouvernement de Jean Charest jusqu'au Brésil, où le premier ministre est en mission cette semaine.

Alors qu'il était de passage hier à l'Université de Sao Paulo, le ministre du Développement économique, Sam Hamad, s'est

fait apostropher par une personne mécontente de la décision des libéraux.

Une brève altercation est survenue dans les corridors de l'établissement.

Une vidéo a circulé sur YouTube mais il n'a pas été possible d'obtenir de confirmation auprès de la personne qui l'a diffusée ni auprès du cabinet du premier ministre.

Les images sont confuses,

mais permettent d'apercevoir M. Hamad en train de presser le pas.

Une voix hors-champ, non identifiée, invective le ministre en l'accusant de vouloir trouver au Brésil des étudiants pour compenser la perte de ceux qui, au Québec, devront abandonner leurs études à cause de la hausse des droits de scolarité.

« Ce que vous faites M. Hamad, c'est que vous venez

voler des cerveaux à un pays qui a fait le choix de la gratuité scolaire comme le Brésil, dit cette personne. Et ce que vous faites, vous venez organiser des échanges pour intéresser les gens, qui vont être payés aux frais des contribuables brésiliens. »

Au début de l'enregistrement, M. Hamad fait entendre des protestations contre la manière dont il est interpellé.

« Là vous êtes en train de me

filmer, dit-il. Alors vous n'avez pas demandé mon autorisation. »

M. Hamad fait partie de la mission économique dirigée par M. Charest au Brésil cette semaine.

Dans le cadre d'un séminaire à l'Université de Sao Paulo, il était invité à s'adresser hier matin à des chercheurs et des représentants d'entreprises afin de développer les échanges entre le Brésil et le Québec.

Cachet victorien

On a le papier peint que vous cherchez

les peintures de **Armond** inc.

819 569-7095

800, rue du Conseil, Sherbrooke

Sherbrooke jeudi 12 avril 2012 - La Tribune 5





**PIERRE-YVON  
BÉGIN**  
ÉDITORIAL

pybegin@latribune.qc.ca

## Retournez en classe

La cloche indiquant la reprise des cours sonne pour les étudiants en grève depuis le début de mars. L'échéance du 10 avril pour la validation de la session est maintenant passée et les étudiants sont toujours à la rue. Hier, ceux du Cégep de Sherbrooke ont reconduit leur boycott pour une autre semaine. Faute d'avoir profité d'une ouverture, le gouvernement et les étudiants sortiraient tous perdants de cet affrontement.

Dès le départ, *La Tribune* s'est prononcée en faveur d'une hausse des frais de scolarité, jugeant notamment équitable une augmentation de 13 à 17 % de la contribution des étudiants aux coûts de leur formation. Reste que le rattrapage sur une courte période de cinq ans constitue un effort important. Aussi justifiée soit-elle, la hausse pourrait être étalée sur un plus grand nombre d'années. Rien d'étonnant à ce que les étudiants se soient braqués devant une augmentation de 75 %.

Le gouvernement Charrest est jusqu'ici demeuré inflexible, à tort ou à raison. Il a refusé toute reprise des négociations tant et aussi longtemps que les étudiants demeureraient campés sur leur position, soit le gel des frais de scolarité. C'est son choix et il a pris le pari d'en assumer les conséquences. Québec a tout de même manifesté une ouverture certaine en proposant d'élargir le programme de prêts et bourses. Il entend aussi instaurer un programme de remboursement proportionnel au revenu. Tardive, cette initiative constitue néanmoins une main tendue à la négociation.

Les étudiants commettent apparemment une erreur en ne profitant pas de cette brèche pour renouer le dialogue. C'est dommage parce qu'ils avaient jusqu'ici fait preuve de beaucoup d'imagination pour s'attirer la faveur du public et l'attention des médias. Convoqués que la mobilisation de milliers d'étudiants représente un tour de force exceptionnel. Après cinq ou six semaines de grève, le mouvement risque

toutefois de s'essouffler ou, pire, de se radicaliser.

Deux professeurs du Cégep de Sherbrooke leur suggèrent notamment de s'adresser à « Joe le plombier » pour gagner la faveur populaire. Ils estiment entre autres que jouer la carte de la gratuité scolaire et de l'endettement ne représente pas une bonne stratégie. À leur avis, les étudiants devraient réclamer la possibilité de payer plus tard, soit au moment où ils disposeront de revenus suffisants. Un paiement différé, pensent-ils, serait compatible avec les principes moraux de monsieur et madame Tout-le-Monde. En bout de piste, le contribuable moyen réalise que c'est encore lui qui devra défrayer la majeure partie de la gratuité de l'éducation.

Les étudiants  
commentent  
apparemment une  
erreur en ne profitant  
pas de cette brèche  
pour renouer le  
dialogue.

Cette opinion semble aussi partagée par des étudiants, de plus en plus nombreux à penser que le gel ne conduit à rien. Le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec tente de faire valoir cette option, conscient que la qualité de l'enseignement a un prix. Plusieurs désirent reprendre les cours afin de ne pas perdre leur session et compromettre les revenus d'un emploi d'été. Ils ont aussi des droits.

Les conséquences de cette grève pourraient être très graves. Les grévistes ont réalisé des gains. Ils doivent maintenant comprendre que c'est à une table qu'il est possible de négocier une entente honorable et non dans la rue. Il est temps pour eux de reprendre les cours et de saisir l'occasion de conclure un accord, ce qui implique l'abandon du gel des droits de scolarité.

### F-35: LES LIBÉRAUX VEULENT LA DÉMISSION DE HARPER



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

## TRIBUNE LIBRE

### La négociation a toujours sa place

Depuis quand dans une démocratie respectable comme celle du Québec, dans ce contexte des manifestations étudiantes contre la hausse des frais de scolarité, on nous souligne que le gouvernement québécois a assez négocié?

Nous devons accepté que la négociation, quelle que soit sa durée, est la solution.

L'ex-président des États-Unis John F. Kennedy, à propos des citoyens, affirmait : « Si tu ne les écoutes pas, tu les retrouveras

dans la rue ». C'est ce qui se passe, actuellement, au Québec.

Dans ce dossier, j'ai le sentiment que le gouvernement québécois n'écoute pas suffisamment... alors les étudiants descendent dans la rue avec les risques et les inconvénients que cela comporte.

Il est temps que le gouvernement du Québec convie les leaders étudiants à une table de négociation pour les écouter et chercher avec eux les sentiers les plus susceptibles de mettre

fin à la présente situation, dont la reprise des cours. C'est la voie nécessaire... C'est la voie de la logique.

Plus le gouvernement du Québec retardera un tel geste, plus la situation risque de s'envenimer et de s'étendre.

La négociation a toujours sa place... Et cette orientation est reconnue et appliquée depuis la nuit des temps.

**Réjean Beaudoin**  
Sherbrooke

### La majorité silencieuse

Ma mère me disait souvent : « Mets deux petits poulets dans une boîte et mets cent tortues dans une autre boîte », la boîte avec les poulets, même s'il n'y en a que deux — la minorité —, va faire beaucoup de bruit tandis que celle avec les tortues, même s'il y en a cent — la majorité —, va être silencieuse.

C'est un peu ce qui se passe présentement avec les étudiants. Les grévistes font beaucoup de bruit, mais ils sont minoritaires tandis que plusieurs étudiants sérieux ne font pas de bruit, mais ils sont majoritaires. Bien entendu les médias font des reportages, c'est

leur travail. Mais un autre événement important se produirait et les médias mettraient vite les poulets au deuxième rang.

Les votes à main levée? Les associations étudiantes préféreraient ce genre de vote, c'est la façon de s'assurer d'avoir ce qu'elles veulent, les organisateurs étant sur place pour intimider. J'aimerais bien voir le résultat d'un vote secret; je suis convaincu que ce serait différent.

Les parents qui vont protester? C'est une minorité qui devrait être au travail, à mon avis, et payer des impôts, qui pourraient aller dans

l'enveloppe gouvernementale et payer les frais de scolarité pour leurs enfants.

C'est dommage pour les étudiants sérieux qui désirent recevoir leur diplôme et avancer dans la vie, ils sont pénalisés par ceux qui, en effet, dépendent bien plus à protester (déplacements, amendes, etc.) que ce que ça leur coûterait en hausse des frais de scolarité...

Allez, petits poulets, faites du bruit, les tortues espèrent que le gouvernement ne lâchera pas.

**Louise Roy**  
Sherbrooke

10 La Tribune - Sherbrooke jeudi 12 avril 2012